

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 09 MAI 2019**

JP/VA

OBJET : 1.1. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE – PRODUCTION ET DISTRIBUTION – MISE EN SECURITÉ OUVRAGES – APPROBATION PROJET ET LANCEMENT CONSULTATION ENTREPRISES

L'an deux mille dix-neuf, le neuf du mois de mai à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Était excusé :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

OBJET : 1.1. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE – PRODUCTION ET DISTRIBUTION – MISE EN SECURITE OUVRAGES – APPROBATION PROJET ET LANCEMENT CONSULTATION ENTREPRISES

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Par délibération du 22 mars 2017, le bureau syndical a décidé d'engager une opération pour la mise en sécurité des ouvrages d'eau potable sur un premier secteur correspondant aux Vallées de la Beaume et de la Ligne, soit une trentaine d'ouvrages. L'objectif de cette opération est d'installer ou de reprendre les protections (garde-corps, échelles non conformes, absence de barres antichute ...) et de mettre en place des systèmes anti-intrusion (serrure, détection...).

Après consultation, le bureau d'études RCI a été retenu pour assurer la mission de maîtrise d'œuvre de cette opération. Le maître d'œuvre a remis un projet définitif. Dans son rapport, il prévoit la reprise de gardes corps, échelles, etc, afin de permettre aux agents des interventions plus sécurisées. Il propose également des solutions pour limiter les intrusions dans les réservoirs avec notamment le renouvellement des serrures, portes, fenêtres, clapets...

L'ensemble de l'opération est évaluée à la somme de 550 000 € HT, soit, à titre indicatif, 460 000 € HT de travaux, 25 000 € HT de maîtrise d'œuvre et conduite d'opération, 65 000 € HT de divers et imprévus.

Les crédits nécessaires sont partiellement inscrits au budget à l'opération 102. Si nécessaire, un ajustement sera effectué dans le cadre de la prochaine décision modificative soumise au comité syndical.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, de :

- **VALIDER** le projet du maître d'œuvre avec l'économie globale indiquée plus haut,
- **AUTORISER** le président à lancer la consultation travaux dans le cadre d'un marché à procédure adaptée, avec deux lots géographiques, « Vallée de la Ligne » et « Vallée de la Beaume », et, si opportun, une tranche ferme et une tranche optionnelle, sur la base des critères suivants :
 - Valeur technique (appréciée notamment en fonction de la note méthodologique du candidat, de son appréhension du contexte, des moyens, de la qualification du candidat et de la planification proposée) avec une pondération de 60 %,
 - Prix avec une pondération de 40 %
- **SOLLICITER** les aides du Conseil départemental, de l'Agence de l'Eau, de l'Etat et de la Région ;
- **AUTORISER** le président à signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL